

Vivre la ville : la question des repères. Contribution à propos d'Alger

*Larbi ICHEBOUDENE**

Qualifiée d'établissement humain, la ville est le produit d'une société, qui à travers plusieurs phases historiques, a érigé une œuvre urbaine propice aux rapports sociaux et existentiels à travers les échelles de l'espace urbain. Cependant, la production de l'œuvre dépend à la fois des facteurs historiques dont la ville a souvent été le théâtre, de la formation sociale en place, de son modèle culturel et de son ordre urbain dominant. Il s'ensuit que l'espace social, dans ses échelles et ses territoires, se propose avec des situations qui déterminent toute société dans ce qui la caractérise et la façonne. Autrement dit, le rapport à la ville, les modes d'appropriation de l'espace, les rapports sociaux urbains se définissent, soit avec les termes d'homogénéité, soit avec ceux de la fragmentation. Ainsi, les rapports qui s'établissent pourraient constituer, en partie, quelques éléments d'interrogation que nous proposons sous le titre générique de « vivre la ville ».

De nos jours comment vivre la ville ? Tenter de répondre à cette interrogation, c'est analyser le rapport que la société entretient avec son espace vécu et faire appel à l'ensemble de ses sources. Ces dernières semblent se perdre, notamment du fait des termes d'inadéquation et de flou urbain dans les modes successifs de gouvernance et de leurs déficits.

Auparavant, il nous semble opportun de rappeler que l'approche est plus complexe pour les villes qui ont connu des ruptures historiques aux conséquences perturbatrices de la société urbaine et du fait de la perte des repères originels. Deux raisons paraissent qualifier ces ruptures et leurs effets. La première est liée à la colonisation qui, dans le cas d'Alger, a prôné puis imposé la négation de la société citadine d'avant 1830 et de sa ville comme œuvre urbaine. L'objectif a été celui d'édifier une ville nouvelle caractérisée par les logiques du discours ayant présidé à la production de l'œuvre coloniale. La deuxième raison est celle des vicissitudes ayant accompagné la colonisation et les formes ségréguées dans la coexistence de deux sociétés urbaines aux statuts antagoniques. Par ailleurs, les difficultés premières dans l'après indépendance seront parmi de grands handicaps dans les formes de réappropriation de la ville.

* Professeur, sociologue, Université d'Alger.

Vivre la ville

Lorsque nous tentons de saisir ce que veut dire « vivre la ville » à travers quelques indicateurs sociologiques, la signification devient une difficulté devant l'insuffisance des analyses se rapportant au vécu social quotidien du monde urbain. On se rend compte que finalement chaque chose a un sens qui dépasse son apparence. Cependant, nous nous permettons quelques explorations de ce titre générique. « Vivre la ville » peut se définir comme une expression qui suppose pour le citoyen le bénéfice de conditions sociales et culturelles menant au droit à la ville, au sens de H. Lefebvre. Autrement dit, être dans la ville c'est à la fois accéder à la liberté d'existence et d'action et, s'impliquer dans la responsabilité et les devoirs attachés à la vie en collectivité.

C'est pourquoi « vivre la ville » ne peut être envisagé et résumé aux termes de significations d'états comme : vivre dans la ville ou de la ville. C'est-à-dire, délimité au parcours d'accès à la sphère économique et autres avantages que le monde urbain est supposé proposer. L'intérêt dans « vivre la ville » serait de déterminer avec quels statuts et dans quel espace ? Il s'agit de définir l'état du statut, soit de citoyen citoyen, soit de citoyen admis à la ville en situation de « rurbain », selon le terme de Mostépha Lacheraf.

L'usage d'une telle expression appelle au changement de registre épistémologique et propose trois dimensions :

- C'est vivre l'événement du monde urbain en position d'acteur et non de spectateur comme l'étaient les citoyens musulmans de l'ère coloniale. C'est-à-dire des spectateurs lointains et exclus d'une ville riche et belle où l'on était heureux d'être Algérois.
- C'est vivre en acteur un rapport existentiel ou social qui se construit entre le citoyen et sa ville. C'est-à-dire exister non seulement au sens biologique, mais aussi au sens du social qui implique des statuts, rôles dans la décision, la participation et l'initiative.
- C'est enfin avoir un chez soi collectif tissé par des références culturelles et identitaires, participer à la production de l'espace social et donc à la formation de la cité.

C'était là quelques rappels des significations possibles de ce qui pour nous constitue le « vivre la ville », construites sur la base de conditions sociales de production de la société promotrice d'elle-même et de ses institutions. Cependant, cette société ne saurait exister harmonieusement sans les repères historiques, spatiaux ou identitaires, comme cadres

collectifs d'existence et preuves pertinentes d'un passé qui a produit le présent.

Faute d'espace, on ne peut proposer ici une typologie de ces repères, rappelons seulement que cela va des faits vécus depuis le premier âge à un fait historique, une institution de socialisation, des formes urbaines d'identité ou de distinction d'une ville, etc. Ainsi, dans la ville les repères sont liés autant aux faits de l'histoire, parfois perturbée et dramatique, qu'aux objets et espaces spécifiques et leurs particularités. Mais comme signalé précédemment, parfois ces repères, facteurs d'identité et d'équilibre, ont connu avec le temps et les transformations sociales mal gérées, une sorte d'amenuisement progressif pour ne plus compter ou disparaître.

Pour cela il n'est qu'à rappeler l'exemple d'Alger et ses demeures, ses cafés et librairies, ses facultés, ses commerces, ses places et jardins, etc. Cette «régression» des fonctions et utilités citadines, observée par tous, fait que la société urbaine n'ayant pas comblé les vides créés, se donne mauvaise conscience sans se sanctionner. Peut-être, le fait-elle par la production d'un discours sur ses incapacités et ses carences à la place d'initiatives et de projets qu'elle aurait dû promouvoir.

Vivre un héritage sans mode d'emploi

De fait, actuellement ce qui pourrait qualifier l'état de la ville algérienne oblige souvent plus à un discours de carence qu'à celui de satisfaction. Il s'agit, en effet, des résultats conséquences d'une rupture historique, avec ses héritages mal gérés et d'une politique urbaine jusque-là sans perspective culturelle. C'est-à-dire des villes qui évoluent sans plans réussis ou aboutis. Par certains aspects de la vie urbaine, le qualificatif d'espace contemporain appliqué à nos villes relèverait de la prétention. Dans le cas de l'Algérie moderne, le paysage urbain se propose en deux types de villes. D'un côté, il s'agit de villes anciennes ayant subi la disqualification de l'ordre colonial dominant ; de l'autre côté, il existe des villes de création récente, héritées de l'époque coloniale, et ayant connu un développement spectaculaire depuis quatre décennies.

A l'indépendance, le pays hérite de ces villes avec leur urbanisme, leurs équipements, mais aussi avec les tares des politiques urbaines à l'origine de leur production, c'est-à-dire, des logiques fidèles à un discours et à un modèle culturel à l'origine des pratiques de ségrégation sociale et spatiale et d'un urbanisme d'exclusion. Au début de l'héritage il s'agissait de mettre fin à ces pratiques urbaines qui devaient disparaître avec l'époque révolue.

L'analyse de ces caractéristiques révèle qu'il s'agit de l'héritage d'un réseau urbain moderne, mais sans le mode d'emploi pour ceux qui auront à en assumer le recouvrement. Dès lors, la ville va subir de nombreux «séismes» par les formes de réappropriation brutale dont elle va être l'objet. La brutalité, au plan de sa réappropriation, a été quasiment équivalente à celle qu'Alger a subie avec les premières années de son occupation entre 1830 et 1850. De plus, la ville fera l'objet de stratégies patrimoniales guidées par la logique de la fragmentation à la fois spatiale et sociale. C'est là une autre manière de conforter le sous-développement des villes héritées. Ce qui ne peut pas être favorable à l'émergence de pratiques de continuité et de développement harmonieux d'une politique de la ville. Or, par définition la ville, (cet espace souvent rêvé), est la cité aux fonctions supposées promotrices et épanouissantes de la société qu'elle abrite. En tout cas cette image était celle qui qualifiait Alger. L'interrogation serait alors, comment ces évolutions et parfois ces «séismes» sur certains espaces constituants et signifiants se sont-ils traduits sur la ville comme somme de capacités d'absorption et d'intégration ? Autrement dit, comment la ville des monopoles a eu à gérer ses nouvelles réalités, tels les problèmes posés par les nouveaux besoins (logements, équipements, transports, eau, etc.) auxquels elle n'a pas été préparée ? Quels sont les effets sur la vie sociale quotidienne des citadins ? Et quelle lecture faire avec notre outil conceptuel et générique du « vivre la ville » ?

Rappelons qu'à l'époque coloniale, malgré une précarité économique, la vie citadine était riche par ses rapports sociaux et ses repères forgés par une longue histoire commune. De nos jours, il en est de plus en plus autrement, puisque la difficulté d'intégration citadine semble côtoyer celle de la précarité de la vie économique et la perte des repères.

Rappel de quelques faits d'Alger post-colonial

A la fin de l'ère coloniale la ville perd ses anciens édiles et la société en charge d'un pouvoir municipal (immense) qui excluait les Musulmans. A l'indépendance, la ville revient enfin aux Algériens qui pendant longtemps en étaient écartés. Cette récupération donne très vite à la ville de nouveaux statuts économiques et surtout politiques. Ce qui prélude déjà à de nouvelles réalités et de nouvelles pratiques urbaines. D'une part, elle est l'espace de tous les espoirs, contrairement au monde rural encore synonyme de misère. Pour beaucoup, accéder à l'indépendance c'est aller à la ville et ses avantages supposés ou réels. D'autre part, apparaîtront des déceptions et désillusions car, les néo-citadins et la ville elle-même n'étaient pas préparés à ce «partenariat» résultant de la rupture

historique et de l'après indépendance. Les premiers n'avaient pas accédé au « mode d'emploi » tandis que la seconde était le produit d'une toute autre culture.

Dès lors cette ville qui était d'accès quasi impossible aux Algériens devient « espace national ». Par ailleurs, Alger sera l'espace des pouvoirs qu'elle va concentrer au point de constituer une ville confisquée par l'Etat et donc celle des monopoles sous toutes les formes (sièges de toutes les institutions de l'Etat, des centres de décision, des entreprises économiques, universités, etc.).

Cette tendance à la centralisation, quasi généralisée, atteindra, au bout de deux décennies, les niveaux de saturation de toutes les fonctions urbaines au point que la ville devient un handicap pour elle-même et pour la société qu'elle abrite. Même les capitales régionales, dotées jadis d'institutions à leur niveau, seront occultées et reléguées au rang de chefs-lieux de wilaya uniformisés par les découpages administratifs inadéquats. Très rapidement le croît démographique et le développement anarchique de l'espace urbain vont mener la ville au point d'essoufflement. Elle va vivre la fragmentation et faiblir ses fonctions symboliques ainsi que les repères qui la qualifiaient de grande œuvre urbaine. D'où pour la société fragmentée le recours à la double nostalgie.

L'absence de repères et le recours à la nostalgie

Les recours aux temps anciens, dont les contenus et les vécus sont peu vérifiables, rappellent avec nostalgie un « monde meilleur » où chaque groupe mythifie et enjolive à l'envie passé « des temps heureux ». Voyons quels étaient les contenus de ces passés et comment, par leur fonction de recours, ils constituent un discours de valorisation de soi et des traits originels à la fois des anciens ruraux et des anciens citadins.

La nostalgie des néo-citadins a pour fonction de combler aussi bien le manque en citadinité que les déficits du présent quotidien, vide et confus au plan socioculturel. Alger, bien que promotrice certaine au plan matériel de ses néo-citadins, ne fait pas retrouver à ceux-ci les comforts qui étaient les leurs avant la guerre et ses exodes. De plus, la difficile intégration et le statut d'admis font que la vie sociale se propose comme bancale, voire boîteuse dans ses dimensions culturelles.

L'espace social algérois reste peu accepté comme tel, mais faute d'autres espaces nantis des mêmes avantages, les néo-citadins vont valoriser le monde rural qu'ils ont quitté, en des temps dramatiques, (guerre, famine), mais vers lequel ils ne désirent plus retourner. Aussi, dans cette valorisation, faute de vertus économiques, le monde rural va

retrouver dans le discours ses vertus historiques, morales et révolutionnaires qui ont de tout temps été le ciment de la nation algérienne, vigoureuse par sa ruralité.

La nostalgie des citadins inscrit carrément l'Alger d'antan dans le discours du mythe. Les citadins s'estiment plus au moins exclus de l'ordre urbain nouveau, qui d'après eux est peu enviable, compte tenu des changements intervenus dans l'Alger actuel et dans lequel ils ne se reconnaissent plus. Par le recours à la ville nostalgique, la société s'accroche au mythe de l'image de l'Alger idéal du passé, surtout par le refus du présent qui a délabré l'œuvre urbaine.

Il est vrai qu'Alger est loin de ce qu'elle a été autrefois comme espace de vie urbaine ou comme œuvre. Aussi, est-il de bon goût pour la société algéroise (de récente ou ancienne citadinité) de se rappeler avec nostalgie « le bon vieux temps », mais précisons que ce qui était une heureuse réalité pour les Européens d'Alger n'était qu'un lointain spectacle inaccessible pour les Musulmans. Alger coloniale était cette ville d'abondance et de joie de vivre, de belles demeures, de parfums et de fêtes qui ont marqué son époque sur l'espace et sur sa société. La question est de savoir quelle était la société qui y vécut si pleinement cette période ? Car, de là à supposer puis à affirmer que les Musulmans d'Alger étaient acteurs dans cet Alger là, la nostalgie verse dans le conte.

Quant à la nostalgie d'Alger d'antan, il faut rappeler qu'elle est aidée par la disposition naturelle de l'homme à ne garder que le meilleur du tableau des souvenirs et qu'il n'est pas rare, à propos du passé, que le mythe supplante le réel. Autre manière de compenser un préjudice affectif dû à l'exclusion du spectacle de l'Alger colonial, les citadins se surprennent, dans leurs souvenirs, à la place d'acteurs qu'ils n'étaient pas. Il est vrai que dans le Bassin méditerranéen, l'imaginaire collectif construit même au prix de quelques infidélités, avec une facilité surprenante, les représentations souhaitées d'un passé que l'on recompose pour un succès de bon aloi. Enjolivé par le nostalgique, adouci par le temps qui a opéré une certaine mitigation sur le reste, l'Alger d'antan est représenté dans ce qu'il avait de meilleur. Aussi telle que les souvenirs l'organisent, l'évocation d'Alger d'antan répond à une double soif du nostalgique. L'Algérois cherche à retrouver le sentiment d'identité dans le rapport qu'il construit avec sa ville, de même qu'il veut vivre celle-ci, rendue aux citadins et débarrassée des causes de son exclusion.

Inadéquation et perte des repères

En attendant, il convient de souligner que les remises en cause viennent des inadéquations fondamentales et donc des contradictions observées entre le processus de développement économique et les perturbations des conditions de la vie sociale.

Le projet de société élaboré au fil des événements nationaux, enrichi par des textes politiques de grandes réformes sur le terrain, faisait naître une volonté d'édifier une société et une économie moderne et industrielle. Cependant deux inadéquations marquent les périodes d'édification. La première réside entre les grandes orientations fondamentales, soutenues par un discours mobilisateur et les pratiques politiques sur le terrain. La seconde est relevée entre le projet de développement socialiste et l'évolution socioculturelle. En effet, si l'indépendance et l'industrialisation se sont traduites par une rapide urbanisation de l'Algérois surtout, la politique culturelle contribua, non pas à la gestion des transformations sociales, mais bien au blocage des mécanismes des changements sociaux.

Dans le cas d'Alger, la confiscation de la ville et de son pouvoir municipal, le monopole de l'Etat sur les questions urbaines, l'occultation du développement culturel, trouvent leurs origines dans les stratégies des décideurs. L'accapement de ces assises fondamentales de la vie sociale ne manquera pas d'être à l'origine de contradictions et perturbations diverses au point d'ébranler l'édifice des bases socioculturelles et celles des repères.

De plus, la perte de repères concerne les caractères « topographiques » de la vie sociale, c'est-à-dire les déplacements d'un espace social à un autre, d'une configuration spatiale à une autre. Hormis les anciens citadins, les populations d'Alger sont celles qui ont subi les déracinements des années 1950 et 60, et perdu les repères spatiaux originels de la vie sociale précédente. D'origine souvent rurale, que balisaient les espaces et les pratiques ancestrales, ces populations ont été confrontées à l'espace urbain qui les reçut mal et pendant longtemps dans ses périphéries. Elles étaient ainsi partagées entre un espace de vie, passé et misérable, mais socialement riche en terme d'attaches affectives et de souvenirs et un autre espace (l'actuel), économiquement plus riche, mais où les formes d'intégration n'arrivent pas recréer les vertus sociales d'antan.

Par ailleurs, l'hégémonie de l'espace politique faisait de l'Algérie une société sans héros, sans personnages mythiques ou réels pour servir de modèle à la jeunesse. En quoi cela correspondait-il pour un pays dont

l'histoire est jonchée d'événements épiques et historiques riches, de faits honorables et de héros ? En fait la question dépasse un simple constat quand on sait la complexité qui qualifie la crise culturelle ou celle dite d'identité. Par exemple, lorsque la question culturelle suscitait un discours à l'échelle nationale, le pouvoir semblait bloquer les vellétés ou occasions d'un débat en profondeur. Il avançait les raisons de tabous afin d'éluder la question pour des raisons autres que les artifices avancés. En tout état de cause, les jeunes générations n'ont pas de héros, ne s'identifient à aucun de ces personnages nationaux, historiques ou culturels qui nourrissent les imaginations ou donnent de l'épaisseur au capital historique du pays.

La perte s'étend, par ailleurs, aux repères sociopolitiques. La fin de l'ère coloniale a suscité bien des espoirs auprès d'une société, qualifiée de révolutionnaire pour les drames qu'elle a endurés pour sa libération. Mais là encore, la même société va perdre l'espoir d'un projet social égalitaire partagé par un passé commun. Cette perte s'étendra aux repères nés des idéaux de la révolution, forgés au cours de sacrifices et de luttes et achevés par l'idée de la révolution agraire, des réformes sociales, mais déviées plus tard. Aussi, les valeurs nouvelles qui devaient naître des changements sociaux et du développement économique engagé (vie urbaine, salariat industriel, logement en cité etc..) sont demeurées à l'état de vœux.

La dégradation de ces bases socioculturelles, observée dans les comportements des élites et des individus, est réelle au point de conduire au dangereux cap de société sans repères. Les conséquences en seront d'ailleurs lourdes et graves pour l'édifice social dans ses principales dimensions. Particulièrement chez les jeunes, il y a une quasi perte de confiance vis-à-vis des institutions ou de l'école et de toutes formes de pouvoir. Les valeurs familiales traditionnelles qui étaient la quintessence des rapports sociaux, oscillent entre le stade de faillite et celui de refuge pour ce qui leur reste de cadre de solidarité et de sécurité psychologique.

Il s'ensuit que dans la même ville s'opposent au moins deux mondes sociaux que réunit l'espace urbain et ses difficultés, mais que séparent des valeurs parfois glanées ailleurs. Outre les motifs politiques ou de statuts, l'exemple des modes vestimentaires peut illustrer ces oppositions nées de la perte des repères originels. L'expression qui apparaît est qu'il s'agit d'une société urbaine partagée entre les goûts du « chic » de Paris, Rome ou Londres et ceux de Djeddah, Kaboul ou Le Caire... Ces pratiques affichent aussi bien les oppositions de statuts sociaux que les tendances politiques ou religieuses imposant chacune «son monde».

Conclusion

Était-ce là l'expression de « faillite » des valeurs centrales, spécifiques à la société urbaine ? Cette absence de repères, ressentie de manière directe dans les comportements de la société urbaine et parfois par son incivisme, contribue à rendre plus complexe la gestion de la cité encore en quête d'équilibre. Quant au citoyen, au statut peu certain, il est représenté dans ses comportements divers en termes de « urbain ».

La forme sévère d'existence quotidienne, progressivement et collectivement refusée tout au long de la décennie 1980, était aussi caractérisée par une double violence. La première est observée à travers une série de violences symboliques qui consistaient à rappeler aux nombreux habitants d'Alger leur statut d'admis à la ville et donc de sans droits. La deuxième exprimée dans le discours légitimant cette opération qui consista à reprocher aux citoyens leurs responsabilités dans le mauvais entretien de la ville surpeuplée. La suite des effets sociaux d'une telle politique sera faite d'explosions sociales, puis d'une dramatique décennie de terrorisme.

Bref, c'était là quelques pistes sur la perte des repères. Historique, symbolique ou spatial, le repère joue au moins une double fonction. Il situe les faits et organise la mémoire collective tout en construisant l'épaisseur du rapport entre le citoyen et sa ville (Alger 1957 par exemple). Il se propose comme fondement existentiel et social à toute la société. Son entretien à travers un fait, un mythe, un espace est la preuve d'une riche vie citadine tendant aux formes de grande cohésion sociale. Mais sa négligence mène à la société sans repère, donc aux situations d'aporie.

Enfin, la production du discours critique se veut une contribution de ceux là mêmes qui ont le souci de promouvoir la société urbaine dans le statut, dans les manières et les « agirs ». Tout cela, c'est afin de mieux vivre la ville.

Bibliographie

- Lefebvre, H, *La production de l'espace*, Paris, Anthropos, 1978, pp. 89 et s.
- Lefebvre, H, *Le droit à la ville, suivi d'espace politique*, Paris, Anthropos, 1972, 281 p.
- Benatia, F, *L'appropriation de l'espace après 1962*, Alger, SNED, 1978, 114 p.
- Benatia, F, *Alger, cité ou agrégat*, Alger, SNED, 1980, 408 p

- Lacheraf, M, *Ecrits didactiques sur la culture, l'histoire et la société*, Alger, ENAP, 1988, 363 p.
- Icheboudène, L, *Alger, système urbain et changement social*, cf. thèse D.E, Paris, 1992, 819 p.
- Icheboudène, L, « L'intégration citadine ou la difficulté d'être Algérois », in *Revue Réflexion*, Alger, 1998, Coordination Icheboudène, L.
- Icheboudène, L, « De la Houma à la Cité, esquisse de l'histoire de l'espace social algérois », in *Revue algérienne des sciences juridiques*, Alger, 2004.
- *La citadinité en questions*, publication sous la direction de P. Signoles et M. Lussault, col. Sciences de la ville n°23, *Fascicule de recherches* n° 29, Urbama Tours, 1996.
- Letourneau, R, *Evolution des villes musulmanes d'Afrique du nord au contact de l'Occident*, Alger, Annales de l'Institut d'Etudes Orientales, t. XII, 1954, pp. 199-222.
- Raymond, A, « Le Centre d'Alger en 1830 », in *ROMM*, n° 31, 1981, pp. 73-84.